

VOUS NE VOUS SENTEZ PAS BIEN ? CRIEZ-LE !



Février 2021. Touchée de plein fouet par la crise du Covid-19, méprisée par sa ministre, l'université est au plus bas. Ses étudiant.es, déjà précarisé.es par les violentes attaques des politiques néolibérales, se mettent à décrocher, dépriment. Certain.es se suicident. C'est alors que le gouvernement décide d'enfin intervenir, promet des mesures fortes pour sauver la jeunesse, ce « dommage collatéral » oublié depuis bientôt un an.

Et sort de son chapeau... Un carnet de chèques-psy. « *Mis en place à la suite des suicides survenus dans les grandes entreprises françaises, ils sont basés sur le même modèle que les tickets-restaurant. Des cabinets de psychologues sont payés par l'intermédiaire de ces tickets pour écouter les salarié.es "en souffrance". Le nombre de séances est calibré par avance.* » (Bellahsen 2014, *La santé mentale, vers un bonheur sous contrôle.*)

Commençons par se débarrasser d'une évidence : il n'est pas question ici de remettre en cause le besoin d'un certain nombre d'étudiant.es de bénéficier d'un soutien psychologique. Il est plus que normal que le gouvernement réponde à ce besoin et tente de réduire les dégâts que sa non-gestion du sort des universités a causé. Mais voilà le problème : Les chèques-psys ne sauveront pas les étudiant.es de la déprime ou du suicide, comme ils n'ont pas sauvé avant eux les employé.es d'Orange, de France Télécom ou de Lidl. Ne prendre que cette unique mesure, c'est rejeter le problème à la fois sur les soignant.es et sur les étudiant.es ; c'est demander aux étudiant.es de s'adapter, en travaillant sur elleux-mêmes, à cette nouvelle forme d'enseignement distancielle et dématérialisée que préparaient déjà les projets de lois des années passées, accélérée dans sa mise en place par la crise sanitaire. Et à leurs enseignant.es, soutien psychologique en moins...

Les gouvernements néolibéraux se sont saisis des questions de santé mentale dans le courant des années 1980, en la ciblant comme problème économique majeur. Une mauvaise santé mentale signifie aussi une mauvaise productivité et une moins bonne insertion dans le système. « *La mauvaise santé mentale a de nombreuses répercussions. Elle coûte à l'UE de 3 à 4*

% du PIB, essentiellement par suite d'une perte de productivité. [...] Les troubles de la conduite et du comportement entraînent des dépenses pour les systèmes sociaux, éducatifs, pénal et judiciaire. » C'est par ces mots que le gouvernement Ayrault justifiait en 2013 l'attribution du label « Grande Cause Nationale » au projet « Santé mentale et troubles psychiques ».

Les mesures prises par le gouvernement actuel pour les universités découlent de cette même logique. Pas question d'adapter l'université aux usager.es, de revoir un système qui, bien avant la crise, devenait de plus en plus sélective et précarisait toujours plus les étudiant.es et les enseignant.es-chercheur.ses. C'est à ces dernier.es de s'adapter sans broncher et d'accepter la thérapie de choc, en serrant fort contre eux leurs chèques-psys flambants neufs en cas d'effets collatéraux violents.

« *La psychiatrie a un domaine propre : la souffrance psychique. De ce fait, elle se trouve également et sans cesse confrontée aux phénomènes d'ordre politique, économique ou social qui interfèrent dans la vie psychique* » écrivait en 1986 le docteur Demay dans le préambule du rapport ministériel *Une voix française pour une psychiatrie différente.*

Si la souffrance d'une partie du corps universitaire est réelle, les causes de cette souffrance découlent en grande partie des décisions politiques prises ces quarante dernières années, à l'intérieur et en dehors de nos universités. Ce n'est qu'en sortant des impératifs de productivité et de rentabilité économique imposés par le monde capitaliste que nous pourrions nous sentir mieux au sein du travail, de l'éducation ou de la santé.

Il est normal de ne pas « se sentir bien », de déprimer, de décrocher et perdre la motivation : car nous, humain.es, sommes des êtres sociaux et avons besoin de se voir en « vrai », se toucher, se faire des câlins, danser, chanter, discuter, se regarder, s'ignorer, etc... Être confiné.e seul.e dans une chambre universitaire ou dans un appartement n'est pas une situation DE BIEN ÊTRE. Être privé.e de la liberté de voir du monde et de passer des moments conviviaux n'est pas une situation DE BIEN ÊTRE. Et la fac n'y changera RIEN avec ses cours de yoga par visio, ni par les chèques-psy !

Vous ne vous sentez pas bien ? criez-le ! CRIEZ-LE !